

PLAN LOCAL D'URBANISME ELABORATION



PONT L'ABBE

Finistère

Annexes

*Arrêté préfectoral n°2009-0901 en date du 15 juin 2009
autorisant la prélèvement des eaux de la rivière de Pont
L'Abbé à partir de la retenue du Pont Neuf*

Arrêté le	17/01/2017
Approuvé le	17/10/2017
Rendu exécutoire le	20/10/2017



PREFECTURE DU FINISTERE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE PREFECTORAL n° 2009-0901 en date du 15 juin 2009

*** autorisant au titre du Code de l'environnement la dérivation et le prélèvement des eaux de la rivière de Pont-L'Abbé à partir de la retenue de Moulin Neuf située sur les communes de TRÉMÉOC et PLONÉOUR-LANVERN et leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la population de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud, ainsi que le rejet dans la rivière de Pont l'Abbé des eaux usées issues du traitement,**

*** déclarant d'utilité publique au bénéfice de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud :**

- la dérivation et le prélèvement par pompage à partir de la rivière de Pont l'Abbé et de la retenue de Moulin Neuf pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine
- l'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau de Penn Enez, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

*** déclarant cessibles au profit de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud, les terrains constituant le périmètre immédiat de la prise d'eau de Moulin Neuf.**

**Le PREFET du FINISTERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,
- VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code rural,
- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 et R 1321-1 et suivants,
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L 214.1 à L 214.8 et L 215-13,
- VU le Code de l'urbanisme,
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le préfet de la région Centre le 26 juillet 1996,
- VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955,
- VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires),

- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles L-1321-6, L-1321-12 et R-1321-41 du Code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 3 du Code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1980 autorisant M. Bilien à disposer de l'énergie du lac du barrage de Moulin neuf ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2000-815 du 26 mai 2000 portant renouvellement du règlement d'eau du barrage et de la retenue de Moulin neuf sur les communes de Tréméoc et de Plonéour-Lanvern ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 03-1434 du 18 décembre 2003 fixant le programme de vérification de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et les lieux de prélèvement des échantillons,
- VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU le protocole du 2 juin 1993 et son avenant n° 1 en date du 17 avril 2001, relatif à l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau potable dans le Finistère,
- VU le rapport de M. Gilles Marjolet, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date du 28 février 2005,
- VU la délibération en date du 20 avril 2006 par laquelle la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud

☞ **demande l'ouverture :**

♦ **d'une enquête publique** au titre du Code de l'environnement articles L 214-1 et suivants et L 215-13 et du Code de la santé publique articles L 1321-2 et L 1321-3 et R 1321-1 et suivants, portant sur :

- l'autorisation de prélèvement des eaux et l'augmentation des volumes prélevés dans la rivière de Pont-L'Abbé à partir de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue de Moulin Neuf située sur les communes de Tréméoc et de Plonéour-Lanvern, leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ainsi que de rejet dans la rivière de Pont l'Abbé des eaux usées issues du traitement,
- la déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement des eaux dans la rivière de Pont-l'Abbé, du projet d'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

♦ **et d'une enquête parcellaire conjointe** en vue de déterminer les immeubles concernés par les périmètres de protection

☞ **prend l'engagement**

- de conduire à son terme la procédure d'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf,
- de réaliser les travaux nécessaires aux prélèvements et à la réalisation du périmètre de protection immédiate,
- d'acquérir en pleine propriété, par voie d'expropriation, à défaut d'accord amiable, la surface d'emprise du périmètre immédiat,
- d'indemniser les propriétaires et exploitants qui subiraient un préjudice du fait de la mise en place des servitudes,
- de pourvoir au financement de l'opération tant en moyen de fonds libres que d'emprunts et de subventions,

- VU les résultats de la consultation administrative inter-services et organisations professionnelles,

- VU l'arrêté préfectoral 2008-1808 du 15 octobre 2008 prescrivant conjointement l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire conjointe auxquelles il a été procédé du 12 novembre 2008 au 11 décembre 2008 dans les communes de Plonéour-Lanvern et Tréméoc (sièges des enquêtes), Bénodet, Combrit, Ile-Tudy, Guilvinec, Loctudy, Penmarc'h, Plobannalec, Plomeur, Pont-l'Abbé, Saint-Jean-Trolimon, Treffiagat, Tréguennec, en vue de l'autorisation de prélèvement des eaux dans la rivière de Pont-l'Abbé à partir de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf, leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, et de la déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement d'eau, du projet d'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,
- VU les dossiers des enquêtes publiques et de l'enquête parcellaire conjointe et notamment les pièces certifiant que les formalités de publication et d'affichage ont été respectées,
- VU notamment les plans et l'état parcellaires des terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection de la prise d'eau,
- VU les avis de réception constatant la notification aux propriétaires intéressés du dépôt du dossier d'enquête parcellaire,
- VU la délibération du conseil de la communauté de communes du pays bigouden sud en date du 5 juin 2008,
- VU l'avis du conseil municipal de Tréméoc en date du 11 décembre 2008,
- VU le mémoire en réponse présenté par le président de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud en date du 10 janvier 2009,
- VU le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 23 janvier 2009,
- VU le dossier complémentaire présenté le 21 avril 2009 par le président de la communauté de communes du pays bigouden sud concernant les modifications apportées au programme de travaux projetés,
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 14 mai 2009,
- VU le projet d'arrêté adressé au président de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud en date du 15 mai 2009,
- VU la réponse formulée par le président de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud en date du 28 mai 2009,

CONSIDERANT

Que le caractère d'utilité publique se justifie par :

- le renforcement de l'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud,
- la mise en œuvre d'une protection efficace de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf contre les risques de pollution accidentelle par l'établissement des périmètres de protection et la mise en place d'un dispositif d'alerte,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1 –Abrogation des dispositions des arrêtés des 25 mars 1975 et 14 octobre 1986 :

Les dispositions des arrêtés :

- du 25 mars 1975 portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés par le syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable des communes du canton de Pont l'Abbé en vue de la construction d'un barrage d'accumulation,
- du 14 octobre 1986 autorisant le déplacement de la prise d'eau et la réglementant,

sont abrogées en ce qui concerne les prescriptions relatives à la description de la prise d'eau, au règlement d'eau ainsi qu'à celles concernant les périmètres de protection.

Ces prescriptions sont reprises dans l'arrêté du 26 mai 2000 susvisé et dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 -Autorisation de prélèvement, d'utilisation de l'eau et de rejet

La Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud est autorisée :

☞ à prélever par dérivation une partie des eaux de la rivière de Pont-l'Abbé à partir de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf et à rejeter les eaux usées issues du traitement dans la rivière de Pont l'Abbé.

Cette autorisation est accordée, conformément aux dispositions de l'article L 214-1 du Code de l'environnement et des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations annexées à l'article R 214-1 du même code.

numéro de la rubrique	installations, ouvrages, travaux et activités	régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du Code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° - D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.	autorisation
2.2.3.0.	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0., 2.1.1.0., 2.1.2.0., et 2.1.5.0. : 1° Le flux de pollution brute étant supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.	autorisation
2.2.1.0.	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0. ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0. et 2.1.2.0., la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 2° Supérieure à 2000 m ³ /j ou à 5% du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m ³ /j et à 25 % du débit moyen interrannuel du cours d'eau.	déclaration
3.1.1.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 2° un obstacle à la continuité écologique : a) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation.	déclaration
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0., ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	déclaration

	2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m.	
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 2° Destruction de moins de 200 m ² .	déclaration
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.	déclaration
3.2.4.0.	Vidanges de plans d'eau dont la surface est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L.431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L.431-7.	déclaration

Le bénéficiaire de l'autorisation est, en particulier, tenu de se conformer aux dispositions des articles suivants de Code de l'environnement :

- L.214-18 : respect du débit réservé.
- L.432-6 et L.214-17 : transport suffisant des sédiments et maintien de la libre circulation du poisson compte tenu du classement de la rivière de Pont l'Abbé en cours d'eau à poissons migrateurs (art. D 432-4).

ARTICLE 3 - Caractéristiques des ouvrages

3-1 - prise d'eau de Penn Enez :

La prise d'eau est située en dérivation sur la rive gauche de la rivière de Pont l'Abbé à l'amont proche de la D785. Elle est implantée sur la parcelle n° ZI 235, commune de Tréméoc aux coordonnées suivantes : X = 109420 et Y = 2 340 526.

Elle est munie d'une grille de protection d'entrefer de 100 à 120 mm puis d'une grille à maille plus fine d'entrefer maximal de 10 mm pour empêcher le passage du poisson dans la conduite de transfert.

Le seuil déversoir existant est aménagé de manière à laisser passer dans la rivière au moins le débit réservé de 80 l/s sauf condition particulière explicitée à l'article 5.

Une conduite de transfert d'un diamètre de 1 000 mm amène l'eau brute à la chambre des pompes située à l'usine de Bringall.

Le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour assurer la libre circulation du poisson et le transport naturel des sédiments au droit de la prise d'eau.

Il veille à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel en établissant les protections qu'il juge nécessaires.

Il transmet au service chargé de la police de l'eau, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, un dossier de conception de la prise d'eau comprenant le descriptif et les plans cotés rattachés au nivellement général de la France. Ce dossier est soumis à l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

3-2 - station de jaugeage :

La station de jaugeage à l'amont de la prise d'eau permet de connaître les débits rejetés à l'aval du barrage de Moulin Neuf. Le seuil est aménagé de façon à assurer le passage des poissons et des sédiments. Les deux murs en béton sont éventuellement prolongés afin de constituer un canal calibré à l'amont du seuil.

3-3 - alimentation de la passe à poissons du barrage de Moulin Neuf :

Afin d'assurer la continuité de la montaison dans la cas où, le niveau du plan d'eau étant plus bas que la sortie amont de la passe à poissons, celle-ci n'est plus alimentée, le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre à l'extrémité amont de la passe à poissons un bac alimenté par pompage dans le plan d'eau et permettant d'assurer un débit en continu de 100 l/s dans la passe.

Il transmet au service chargé de la police de l'eau, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, un dossier de conception du dispositif d'alimentation de la passe comprenant le descriptif et les plans cotés. Ce dossier est soumis à l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

ARTICLE 4- Débits prélevés

Les volumes maximaux pouvant être prélevés à la prise d'eau de Penn Enez sont :

	horaire	journalier
Volumes maximaux	1000 m ³ /h	20 000 m ³ /jour

ARTICLE 5- Débits réservés

Le débit minimal ne doit pas être inférieur à la valeur suivante, correspondant au dixième du module du cours d'eau au droit de la prise d'eau de Penn Enez :

	Prise d'eau de Penn Enez
Débit réservé	80 l/s

Toutefois, conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2000 portant renouvellement du règlement d'eau du barrage et de la retenue de Moulin Neuf, dans le cas où la fonction « soutien d'étiage » de la retenue de Moulin Neuf ne peut être assurée, et où le débit naturel est inférieur au débit réservé, la totalité de celui-ci est maintenu dans la rivière en aval de la prise d'eau de Penn Enez, sauf en cas d'application des articles R.211-66 et suivants du Code de l'environnement (mesures d'urgence).

Une échelle graduée est fixée à demeure en aval immédiat de la prise d'eau de telle manière qu'elle soit de lecture facile depuis chaque rive en un endroit représentatif du débit passant. Un repère visible indique sur l'échelle la hauteur d'eau correspondant au dixième du module.

Cette échelle est calée par rapport à un point fixe pérenne connu sur le site ; le rapport de calage est transmis au service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 6- Comptage des volumes prélevés

Le suivi des prélèvements sera consigné sur un registre tenu à la disposition des autorités sanitaires et du service chargé de la police de l'eau.

Les débits suivants sont mesurés et enregistrés en continu :

- débit des eaux prélevées,
- débit des eaux traitées.

ARTICLE 7 - Rejet des eaux de l'usine de Bringall

Les rejets liquides de l'usine de Bringall provenant de la surverse de l'épaississeur et des eaux de rinçage des filtres rejoignent la rivière de Pont l'Abbé après transit par un bassin de lagunage.

Les concentrations maximales de rejet des eaux de surverse sont les suivantes :

pH	6,5 – 8,5
MES (mg/l)	<30
DBO5 (mg/l)	<5
DCO (mg/l)	<40
NTK (mg/l)	<7
Al (mg/l)	<1

Les débits maximaux de rejet sont de 2400 m³/j.

La qualité des rejets fait l'objet d'un contrôle régulier comprenant au minimum 6 mesures par an dont trois en été (juillet, août et septembre) des paramètres suivants : pH, MES, DBO5, DCO, NTK, aluminium total et dissous.

Un turbidimètre est installé pour mesurer en continu la charge en matières en suspension des eaux rejetées.

Les bassins aménagés en contrebas de l'usine de Bringall consistent en :

- un bassin de stockage d'eau brute d'une surface d'environ 660 m²,
- un canal central d'environ 470 m² en communication avec le premier bassin et équipé à l'aval d'un vannage.
- un bassin de lagunage d'environ 1370 m² recevant les rejets de l'usine. Il est muni d'une cloison siphonide en amont de son exutoire afin d'éviter le départ de flottants vers le milieu naturel.

Afin de limiter au maximum l'inondation des bassins, le bénéficiaire s'engage à équiper la sortie du canal central d'un dispositif permettant la régulation automatique du niveau d'eau dans ce canal de manière à conserver une revanche de 10 cm par rapport aux parois du canal.

Il transmet au service chargé de la police de l'eau, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, un dossier de conception du dispositif de régulation du niveau d'eau comprenant le descriptif et les plans cotés. Ce dossier est soumis à l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Les boues issues de la flottation sont dirigées vers l'ancienne bêche de post-ozonation, transformée ainsi en bêche tampon. Elles sont envoyées ensuite directement vers les centrifugeuses, sans transiter par l'épaississeur et évacuées vers une installation de compostage agréée, après contrôle analytique et vérification de l'adéquation de la filière retenue.

Les résultats de toutes les analyses ainsi que les volumes des rejets et des boues sont consignés dans le registre d'exploitation.

ARTICLE 8 – Vidanges périodiques d'entretien des bassins de lagunage

Le bénéficiaire procède régulièrement à des vidanges d'entretien du bassin de lagunage de l'usine de Bringall.

Ces vidanges doivent respecter les prescriptions de l'arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidanges de plans d'eau soumises à déclaration ou à toute autre réglementation pouvant intervenir ultérieurement.

Le bénéficiaire présente au service chargé de la police de l'eau, un mois avant le début de l'opération, un dossier sommaire comprenant au minimum :

- le volume à vidanger,
- le principe de gestion des rejets pendant la vidange,
- le mode de vidange, le débit pompé et la durée de la vidange,
- les contrôles de qualité des eaux rejetées envisagés,
- les modalités de récupération des poissons éventuellement,
- la destination des matières de vidange.

A la fin de l'opération, il transmet un rapport de vidange au service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 9 – Amélioration des conditions d'écoulement

La section du cours naturel de la rivière de Pont l'Abbé à l'amont immédiat des bassins de lagunage de l'usine de Bringall est reprofilée de manière à retrouver, autant que faire se peut, l'emprise naturelle de la rivière afin d'améliorer l'écoulement des eaux.

Le busage actuel placé à l'aval des bassins de lagunage est enlevé et remplacé par une structure de type pont-cadre ou de type passerelle ancrée à l'extérieur des berges afin de restaurer la section initiale de la rivière.

Ces travaux doivent être conduits de manière à ne pas entraîner de pollution dans la rivière et à ne pas détruire le substrat naturel du lit mineur.

ARTICLE 10- Durée de l'autorisation, renouvellement de l'autorisation et délais d'exécution

L'autorisation de prélèvement est donnée pour une durée de vingt ans à dater de la signature du présent arrêté.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être adressée au préfet du Finistère dans les conditions de délai (deux ans au plus et six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation), de forme et de contenu définis à l'article R.214-20 du Code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser les travaux demandés ci-dessous avant la fin du mois d'octobre 2010, à savoir :

- aménagement de la prise d'eau de Penn-Enez,
- mise en place du dispositif d'alimentation de la passe à poissons,
- mise en place de l'échelle de contrôle du débit réservé,
- mise en place du dispositif de régulation du niveau d'eau dans le canal central de Bringall,
- mise en place d'une passerelle à la place du busage actuel et reprofilage du cours d'eau à l'amont des bassins de Bringall,
- modification de la gestion des boues issues de la flottation (article 16-1).

ARTICLE 11 - Conformité et modification des installations

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'État, dans les cas énumérés à l'article L. 214-4 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-17 du Code de l'environnement, le préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation de travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux et la sécurité civile.

ARTICLE 12- Incident ou accident

Tout incident ou accident intéressant les installations et de nature à porter atteinte à la conservation et à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier, doivent être déclarés dans les meilleurs délais, au Préfet, au service chargé de la police de l'eau et aux maires intéressés, conformément à l'article L.211-5 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et y remédier.

Des consignes particulières précisent les modalités d'intervention en cas d'accident ou d'incident. Ces événements sont également consignés au registre d'exploitation.

ARTICLE 13- Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présence autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier du présent arrêté.

ARTICLE 14 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisées par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 15 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés (article L 214-6 du Code de l'environnement).

ARTICLE 16 – Autorisation de l'utilisation des eaux prélevées pour l'alimentation humaine en eau potable au titre du Code de la santé publique articles L 1321.1 et suivants

La Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud est autorisée à utiliser, pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, l'eau superficielle de la rivière de Pont-l'Abbé prélevée à Penn Enez sur la commune de Tréméoc.

16.1 - Filière de traitement

Le traitement des eaux prélevées à la prise d'eau est effectué à l'usine de potabilisation de Bringall.

D'une capacité nominale de 1000 m³/h et un fonctionnement sur 20 h de production par jour, la filière de traitement de l'eau de type A 3 (traitement physique et chimique + affinage + désinfection) comprend les étapes détaillées ci-dessous :

- pré-ozonation avec injection d'ozone et de permanganate de potassium,
 - reminéralisation au CO₂ et au lait de chaux,
 - coagulation, floculation au chlorure ferrique + polymère,
 - flottation assurée sur 2 files distinctes de 500 m³/h chacune,
 - inter-ozonation,
 - inter-reminéralisation (CO₂ + lait de chaux),
 - réacteurs à charbon actif en poudre avec injection de coagulant et de floculant suivi d'une décantation lamellaire, sur 2 files de 500 m³/h,
 - inter-oxydation au permanganate de potassium et ajout de lait de chaux,
 - filtration sur 4 filtres à sable,
 - ultrafiltration par membranes,
 - désinfection finale à l'eau de javel couplée à une neutralisation à la soude.
-
- pompage des eaux traitées (3 x 500 m³/h) vers le réservoir de Bringall (1000 et 2000 m³).

Tout changement de procédé ou toute utilisation de produits de nature différente de celle visée par l'autorisation initiale devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale.

16.2 – Surveillance

16.2.1 Dispositions générales

Le bénéficiaire met à disposition des fonctionnaires chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

16.2.2 Prescriptions concernant le programme de surveillance et information des services de l'Etat

Le bénéficiaire met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux brutes prélevées. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité.

La prise d'eau aura une capacité de prélèvement instantané correspondant au débit nominal de l'usine de Bringall, soit 1 000 m³/h.

Le bénéficiaire tient obligatoirement un registre sur lequel sont reportées les opérations de mesure, de prélèvement et d'analyse faites dans le cadre de la surveillance ainsi que les résultats obtenus.

Le service chargé de la police de l'eau a libre accès à tout moment à ce registre et aux dispositifs liés aux opérations.

Sans préjudice du contrôle réglementaire mis en place sous l'autorité du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, afin de prévenir l'exploitant de toute pollution accidentelle de la ressource et, le cas échéant, d'arrêter la production.

Elle tient à la disposition du préfet les résultats de la surveillance de la qualité des eaux, notamment les informations sur le suivi des teneurs en nitrates, en matières organiques et pesticides dans l'eau brute ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Elle porte à la connaissance du préfet tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

ARTICLE 17 – Sécurité d'approvisionnement

L'exploitant devra garantir à tout moment la permanence de l'alimentation en eau potable pendant la durée des travaux sur les prises d'eau.

La Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud devra, dans un délai de trois ans à dater de la signature du présent arrêté, présenter les solutions alternatives permettant d'assurer la pérennité de l'alimentation en eau potable des populations, notamment en période d'insuffisance des débits de la rivière de Pont-l'Abbé.

ARTICLE 18 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud :

- la dérivation et le prélèvement des eaux superficielles de la rivière de Pont-l'Abbé à partir de la prise d'eau de Penn Enez et la retenue du Moulin Neuf située sur la commune de Tréméoc pour l'alimentation de sa population en eau destinée à la consommation humaine,
- l'établissement des périmètres de protection autour de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf.

Sont grevés de servitudes, les terrains désignés aux états parcellaires annexés, nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate, rapprochée (zones P1 et P2), éloignée.

ARTICLE 19 – Cessibilité

Sont déclarés cessibles au profit de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud les parcelles énumérées à l'état parcellaire des « périmètres immédiats » annexé au présent arrêté.

ARTICLE 20 – Délimitation des périmètres

Conformément aux dispositions du Code de la santé publique et notamment à celles de l'article L 1321-2, quatre périmètres de protection immédiate ainsi qu'un périmètre de protection rapprochée composé de deux zones distinctes (zone P1 et zone P2) sont établis autour de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf. Ces périmètres s'étendent sur le territoire des communes de Pont-l'Abbé, Tréméoc et de Plonéour-Lanvern conformément aux indications des plans et aux états parcellaires annexés au présent arrêté.

Un périmètre de protection éloignée correspondant à la totalité du bassin versant de la rivière de Pont-l'Abbé est également défini.

ARTICLE 21 – Mesures de protection

21.1 – Ouvrages de sécurisation

Trois stations d'alerte seront mises en place aux points suivants :

- en amont de la retenue, sur le territoire de Plonéour Lanvern :
 - à la station de Ti Poes sur le ruisseau de Lanvern,
 - à la station de jaugeage de Trémillec sur la rivière de Pont-l'Abbé
- au droit de la nouvelle prise d'eau de Penn Enez.

21.2 – Périmètres de protection immédiate

Ces périmètres sont répartis sur quatre sites :

- autour de la station de traitement (Pi1),
- autour des bassins de décantation de Bringall (Pi2),
- autour de la prise d'eau de Penn Enez (Pi3),
- autour de la retenue du Moulin Neuf (Pi4).

21.2.1 – Interdictions

à l'intérieur des périmètres de protection immédiate Pi1, Pi2, Pi3 et à la partie de Pi4 comprenant la digue et les locaux du barrage :

- toutes activités autres que celles nécessaires à la production d'eau potable et à la protection du plan d'eau ainsi qu'à l'entretien des lieux, toute précaution devant être prise pour qu'elles n'entraînent pas de risque de pollution des eaux ;
- toute utilisation de produits phytosanitaires.

21.2.2 – Prescriptions

Sont prescrites les mesures suivantes à l'intérieur des périmètres de protection immédiate :

21.2.2.1 - Prescriptions applicables aux périmètres Pi1, Pi2, Pi3, Pi4 comprenant la digue et les locaux du barrage :

- acquisition de la totalité des périmètres par la communauté de communes ;
- clôture entière des périmètres avec accès interdit à toute personne étrangère au service ;
- maintien du site en herbe fauchée régulièrement ;
- tenue à jour d'un cahier de visite et d'entretien.

21.2.2.2 - Prescriptions applicables au périmètre Pi4 (retenue) en dehors de la digue et des locaux du barrage :

- l'accès au public pourra être permis pour des activités non polluantes dûment autorisées. Pourront être ainsi permises les randonnées pédestres, éventuellement équestres et VTT, ainsi que la pêche à l'exception des manifestations rassemblant du public ; ces activités pourront être suspendues en cas de nécessité par la collectivité ou l'administration ;
- l'entretien sera assuré exclusivement par des moyens mécaniques ;

- les interventions et travaux liés à la gestion du plan d'eau et à l'amélioration de la qualité des eaux (aération, épandage d'algicides autorisés, curage) peuvent être autorisés à condition qu'ils ne soient pas source de pollutions ;
- un cahier de visites et d'entretien sera tenu à jour.

21.3 – Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée de la prise d'eau est divisé en deux zones :

- le périmètre P1
- le périmètre P2

Sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, les clauses suivantes seront appliquées :

21.3.1 - Interdictions :

Sont interdits :

21.3.1.1 – sur l'ensemble des zones P1 et P2

- la création de carrières à ciel ouvert ou en galeries souterraines,
- le remblaiement, sans précautions particulières, des excavations et des puits existants ; tout remblaiement est soumis à autorisation préalable,
- l'ouverture d'excavations autres que celles à usage individuel et que celles nécessaires à la réalisation de travaux visés au chapitre "activités soumises à autorisation préalable",
- tous dépôts d'ordures ménagères ou autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritiques, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de tout produit ou matières fermentescibles susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement. Ne rentrent pas dans cette rubrique les dépôts de fumier issus de bâtiments sur litière paillée, les fientes comportant plus de 65 % de matière sèche et les silos taupinières pour lesquels la réglementation est visée aux 2 alinéas suivants,
- l'épandage des fertilisants engrais minéraux à moins de 5 mètres des cours d'eau permanents ou temporaires en période d'écoulement, à l'exception des fossés en bordure de voirie,
- l'épandage de tout fertilisant en dehors des périodes d'autorisation prescrites suivant leur classification au Programme d'Action du Finistère,
- le stockage en dehors des sièges d'exploitation, et non aménagés, des produits fertilisants (engrais minéraux) et des produits phytosanitaires,
- l'aspersion des produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- le piégeage par appâts chimiques dans les cours d'eau,
- la création et l'extension de cimetières,
- la suppression de l'état boisé des parcelles. L'exploitation du bois par coupes progressives reste possible. Les zones boisées devront être classées en espaces boisés à conserver au document d'urbanisme au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme.
- la suppression des talus et des haies sans autorisation préalable,
- la création d'établissements piscicoles.

21.3.1.2 – Sur la zone P1 :

- la création de nouveaux points de prélèvements d'eau superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage, ainsi que les excavations, en dehors de ceux qui pourraient être réalisés dans le but de protection des eaux (bassins tampons par exemple) ou pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de la collectivité dans le respect de la réglementation applicable,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- la création de nouveaux réseaux de drainage,
- l'irrigation,
- les dépôts de fumier aux champs quelle que soit leur origine,
- les silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs),
- le camping et caravanning,
- les élevages en plein air, en dehors des élevages de bovins, équidés, caprins, ovins,
- l'affouragement permanent des animaux entraînant la destruction du couvert végétal,
- l'abreuvement direct des animaux au cours d'eau en dehors des points d'eau aménagés. Ceux-ci devront être empierrés, les animaux ne devront pas avoir l'accès direct à la rivière. L'abreuvement ne devra pas donner lieu à dégradation des berges,
- la dégradation du couvert végétal,
- le retournement des pâtures du 1^{er} octobre au 1^{er} mars à l'exception des travaux préparatoires aux plantations d'arbres,

- l'épandage des fumiers de bovins, de porcs, litière biomécanisée, compost de lisier de porcs, refus de tamis mécaniques issus d'un système de traitement du lisier de porcs, à moins de 35 mètres des cours d'eau permanents ou temporaires et sur les parcelles drainées,
- l'épandage des fertilisants suivants : fumier de volailles de chair, fientes de poules pondeuses, lisier de porcs, lisier de bovins, purin, refus de centrifugation issu d'un système de traitement du lisier de porcs,
- l'épandage de boues de stations d'épuration domestiques ou industrielles, de compost d'ordures ménagères et de matières de vidange,
- la manipulation des produits phytosanitaires en dehors des sièges des exploitations agricoles,
- l'aspersion des produits phytosanitaires à moins de 15 mètres des cours d'eau,
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée et, sur les autres surfaces, les traitements préventifs par désherbants racinaires. Seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués au groupe 1 du classement de la CORPEP,
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des plantations forestières âgées de plus de trois ans ainsi que les traitements préventifs par désherbants racinaires pour l'entretien des jeunes plantations de moins de trois ans ; seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués au groupe 1 du classement de la CORPEP,
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des fossés et des bas-côtés de voie de circulation (routes et chemins),
- la création de nouveaux parkings.

21.3.1.3 - Sur la zone P2 :

- les dépôts aux champs des fumiers issus de bâtiments sur litière paillée (accumulée ou biomécanisée) et des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche sur une même parcelle au-delà d'une période excédant deux mois,
- les épandages de déjections animales de types lisier ou purin, les fumiers de volailles de chair et de fientes de poules pondeuses comportant plus de 65 % de matières sèches sur les terrains dont la pente est égale ou supérieure à 10 % et sur les parcelles drainées,
- l'affouragement permanent à moins de 50 mètres des cours d'eau principaux et secondaires,
- la manipulation des produits phytosanitaires à moins de 35 mètres des cours d'eau (remplissage ou vidange des cuves, nettoyage du matériel),
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée.

21.3.2 Installations, ouvrages, travaux et activités réglementés et soumis avis à autorisation préalable :

Indépendamment de l'application des articles L 211-1, L 214-1 à 214-8 et R.214-1 du Code de l'environnement, les installations, ouvrages, travaux, activités et dépôts ci-dessous désignés, sont soumis à avis préalable et devront faire l'objet avant tout début d'exécution d'une demande d'autorisation préalable adressée à l'autorité préfectorale :

21.3.2.1- Sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée (zones P1 et P2):

- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, à l'exception des ouvrages d'assainissement et de consommation individuels qui devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur,
- la création de nouvelles voies de communication routières ou ferroviaires et la modification des conditions d'utilisation des voies existantes,
- la création, le reprofilage ou la suppression de fossés,
- les constructions nouvelles ou en extension de l'existant ; les aménagements ou les changements de destination des constructions existantes ne pourront être autorisés que si leur réalisation ne risque pas de porter atteinte à la qualité de l'eau.

21.3.2.2. - Sur la zone P1 :

- toute création et extension d'installation classée pour la protection de l'environnement,
- l'entretien des réseaux de drainage existants.

21.3.2.3. - Sur la zone P2 :

- la création de nouveaux points de prélèvement d'eau d'origine superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage,
- la suppression des talus et des haies,
- la création de camping et de caravanning,
- la création de plans d'eau, mares ou étangs,
- la création et l'extension de réseau d'irrigation,
- la création de réseaux de drainage,
- les extensions de carrière et les modifications de leur exploitation.

21.3.3 - Prescriptions :

Sont prescrites les mesures suivantes :

21.3.3.1 - Sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée (zones P1 et P2) :

- la mise en conformité avec la réglementation qui leur incombe de l'ensemble des activités présentes sur les périmètres,
- l'emploi des produits phytosanitaires selon les dispositions édictées par le droit commun et préconisées par la CORPEP et les modalités visées aux alinéas 21.3.1.2. et 21.3.1.3. ci-dessus concernant les interdictions,
- pour les sièges d'exploitation situés dans les zones à risque, l'aménagement, au siège de celles-ci, d'une plate-forme étanche avec bac de sécurité pour prévenir tout risque d'écoulement lors de la manipulation des produits phytosanitaires et du remplissage des cuves,
- la tenue d'un cahier de fertilisation et d'un cahier d'utilisation des produits phytosanitaires,
- le réaménagement des anciennes carrières,
- la suppression des dépôts sauvages de déchets,
- la mise en conformité des systèmes d'assainissement individuel défectueux ou inexistantes :
 - ⇒ pour les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées, un système d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur devra être mis en place,
 - ⇒ pour les habitations raccordables à un réseau collectif le branchement sera obligatoire,
- la suppression des points d'eau superficielle ou souterraine insalubres,
- l'édification de talus,
- le classement des parcelles à risque.

21.3.3.2. - Sur la zone P1

- le maintien en herbe des parcelles non boisées qui seront conduites en prairies de longue durée sans retournement pendant 5 ans. La réfection des parcelles en herbe sera gérée de façon à éviter un retournement massif simultané de la superficie en herbe de la zone P1. Le retournement sera autorisé du 1^{er} mars au 30 septembre et sera obligatoirement suivi d'un réensemencement immédiat ;
- les parcelles pourront être boisées ; dans ce cas, l'ouverture du paysage sera préservée par la mise en place d'un boisement lâche ;
- l'édification de talus-haies en limite du périmètre rapproché P1, destinés à faire obstacle aux écoulements superficiels.

21.3.3.3. - Sur la zone P2 :

- la mise en place de cultures intercalaires afin d'éviter les sols nus en hiver, après céréales ;
- l'épandage de déjections avicoles sera réalisé avec un matériel approprié ;
- le fractionnement et la limitation des apports de fertilisants d'origine animale à 170 UN/ha ;
- dans le cas d'épandages de boues de stations d'épuration domestiques et industrielles, le maître d'ouvrage (collectivité ou industriel) devra fournir à l'agriculteur l'analyse physico-chimique du produit à épandre ;
- la mise en place d'une bande enherbée d'une largeur minimale de 15 mètres sur les parcelles bordant les cours d'eau.

21.3.3.4. – Prescriptions particulières :

- la mise en place de bassins tampons et de glissières de sécurité dans les secteurs accidentogènes,
- la réalisation de bassins tampons au droit des activités présentant des risques de pollution des eaux,
- la confortation des berges et le comblement d'excavations au-dessus de la prise d'eau de Penn Enez,
- aménagement des 2 parkings (près du barrage et au lieu-dit « Le Roch ») de manière à interdire toute pollution des eaux,
- contrôle à effectuer au niveau de l'évacuation des eaux pluviales de la RD 785 afin que l'écoulement soit assuré en permanence à l'aval de la prise d'eau par l'entretien des fossés notamment et éventuellement la mise en place d'un talutage.

21.3.4 – Préconisations :

Sont préconisées les mesures suivantes :

21.3.4.1- Sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée (zones P1 et P2) :

- la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation auprès des riverains, des exploitants agricoles et du personnel communal sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires ;
- le contrôle tous les trois ans des pulvérisateurs à usage agricole ;
- l'équipement des pulvérisateurs à usage agricole d'une réserve complémentaire en eau, de capacité suffisante pour permettre le rinçage de la cuve et l'élimination du volume de rinçage par épandage aux champs.

21.3.4.2 - Sur la zone P2 :

- en dehors des surfaces imperméabilisées où l'emploi d'herbicide est interdit, sur les chemins, les voies de circulation routière et ferroviaire et les espaces publics, le désherbage sera de préférence mécanique ou thermique. Sur les autres surfaces, il pourra être effectué selon les modalités d'emploi des herbicides fixées pour les zones P1 ;
- la mise en place de cultures intercalaires afin d'éviter les sols nus en hiver.

21.4 – Périmètre de protection éloigné

Indépendamment des programmes réglementaires et contractuels en cours, sont préconisées les actions et mesures suivantes :

- l'engagement d'une action générale de sensibilisation à la protection des eaux ainsi que des mesures visant à protéger les eaux contre les risques de pollutions ponctuelles, accidentelles et diffuses,
- la tenue à jour d'un inventaire des activités à risques de pollution accidentelle et l'information des responsables de ces activités sur la conduite à tenir en cas de problèmes,
- l'indication des mesures prises pour protéger la prise d'eau dans les études d'impact préalables aux autorisations d'installations présentant des risques de pollution des eaux.

ARTICLE 22 – Modifications apportées, à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, aux ouvrages, installations, activités, dépôts réglementés, ou à leur mode d'utilisation.

D'une manière générale, à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à un ouvrage, installation, activité, dépôt réglementé ou à son mode d'utilisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, en particulier :

- la nature, la consistance, le volume et l'objet de la modification,
- les incidences de la modification sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées.

L'autorité signataire peut, s'il y a lieu, faire application des alinéas 2 et 3 de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

ARTICLE 23 - Infractions

Les infractions aux dispositions des articles 2 à 12 du présent arrêté sont passibles des peines prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

Les infractions aux dispositions de l'article 21 du présent arrêté seront passibles, selon le cas, soit des peines réprimant un délit, soit des peines d'amende prévues à l'article L 1324-3 du Code de la santé publique.

ARTICLE 24 – Délai d'achèvement de l'opération

La mise en place des périmètres de protection de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf devra être achevée dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté.

Conformément à l'article L 11.5 du Code de l'expropriation, monsieur le président de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud est autorisé, pour cause d'utilité publique, à acquérir soit à l'amiable soit par voie de l'expropriation les terrains visés à l'article 19, nécessaires à l'établissement des périmètres immédiats dans un délai de 5 ans à dater de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 25 – Délais de mise en oeuvre des mesures de protection

Les prescriptions applicables aux parcelles concernées à l'article 21 - alinéa 21.3-3-2 -, en dehors des jardins d'agrément et des potagers à usage familial, des parcelles maintenues en landes ou en état naturel compte tenu de leur intérêt écologique majeur, les parcelles non urbanisées et non boisées, seront conduites :

➤ soit en prairies de longue durée, sans retournement durant cinq ans, avec pâturage autorisé. La réfection des parcelles en herbe sera gérée de façon à éviter un retournement massif simultané de la superficie en herbe de la zone P1. Le retournement sera autorisé du 1^{er} février au 30 septembre et sera obligatoirement suivi d'un réensemencement immédiat,

➤ soit en boisement forestier dès lors qu'il ne nuit pas aux équilibres écologiques ou au potentiel de dénitrification des zones humides. L'utilisation de produits chimiques sera interdite pour l'entretien des plantations forestières et pour la préparation du sol avant la mise en place des jeunes plantations.

Ces dispositions devront être mises en œuvre dans le délai maximum d'un an à dater de la notification du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 20 devront satisfaire aux mesures de protection de l'article 21 dans un délai maximum de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leurs activités au respect des prescriptions imposées.

ARTICLE 26 - Publication et information des tiers

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection de la prise d'eau de Penn Enez et de la retenue du Moulin Neuf seront annexées au document d'urbanisme en vigueur dans les communes de Plonéour-Lanvern, Pont-l'Abbé, Tréméoc, dans les conditions définies aux articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3 du Code de l'urbanisme dans un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins de monsieur le président de la communauté de communes du Pays Bigouden Sud, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

Lorsque l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification sera faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assurera l'affichage et, le cas échéant, la communiquera à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y seront rattachées.

Les maires des communes de Plonéour Lanvern, Pont-l'Abbé et Tréméoc sont chargés d'afficher en mairie pendant une durée minimale de deux mois, le présent arrêté. La publication de l'affichage se fera par voie d'affiche dans les communes concernées. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par l'établissement d'un procès verbal des maires.

De même, une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Finistère.

Une ampliation du présent arrêté sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Plonéour-Lanvern, Pont-l'Abbé et Tréméoc.

Dispositions de publicité spécifiques à l'autorisation de prélèvement visée à l'article 2 du présent arrêté :

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée d'au moins un an.

Un exemplaire du dossier relatif à l'autorisation de prélèvement visée à l'article 2 du présent arrêté sera mis à la disposition du public à la préfecture du Finistère ainsi qu'aux mairies de Plonéour-Lanvern et Tréméoc pendant une durée de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 27– Renouvellement des baux ruraux sur les terrains propriété de la collectivité

A l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur les terrains propriétés de la collectivité, situés à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, zones P1 et P2, la collectivité notifiera au preneur, dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours, les prescriptions relatives au mode d'utilisation du sol mentionnées à l'article 21 du présent arrêté afin de préserver la qualité de la ressource en eau.

En cas de notification au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois précité, les nouvelles prescriptions ne pourront entrer en vigueur qu'après le délai de dix-huit mois à compter de la notification.

La notification prévue aux deux alinéas ci-dessus, sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle devra indiquer les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précisera que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 28– Financement

Il est pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra bénéficier la collectivité concernée, que des emprunts qu'elle pourra contracter ou de subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 29– Contrôle de la qualité des eaux et des dispositifs de traitement

Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la santé publique et des décrets d'application relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel est assuré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

ARTICLE 30 - Voies et délais de recours

Autorisation de prélèvement – article 2

L'autorisation de prélèvement visée à l'article 2 du présent arrêté, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R 421-1 du Code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé de l'administration pendant deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du Code de justice administrative.

Déclaration d'utilité publique – article 18 et suivants

Les dispositions du présent arrêté portant déclaration d'utilité publique sont susceptibles d'être contestées par toute personne ayant un intérêt à agir, dans les deux mois qui suivent la date de la publication collective ou de la notification individuelle, en précisant le ou les points qui sont contestés :

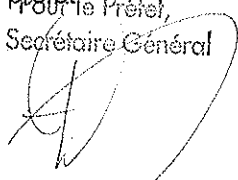
- par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours. L'absence de réponse du ministre ou de l'auteur de l'acte dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants ;
- par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 31 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Finistère,
 - les maires des communes de Plonéour-Lanvern, Tréméoc, Bénodet, Combrit, Ile-Tudy, Le Guilvinec, Loctudy, Penmarc'h, Plobannalec, Plomeur, Pont-l'Abbé, Saint-Jean-Trolimon, Tréfiagat, Tréguennec,
 - le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 - le directeur départemental de l'équipement,
 - le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

copie sera adressée pour information au :

- directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- directeur départemental des services vétérinaires ;
- président de la chambre d'agriculture ;
- président du tribunal administratif de Rennes.

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Jacques WITKOWSKI